Webinaire de la coopération décentralisée franco-tchadienne

16 septembre 2026

Compte rendu

1. Mot introductif et relations bilatérales – Éric Gérard, Ambassadeur de France au Tchad

Le Tchad est un pays méconnu sur la scène internationale bien qu'il soit un **ilot de stabilité dans un environnement géopolitique complexe** (Soudan, République centrafricaine). Le pays a réussi sa transition politique, permettant le retour à l'ordre constitutionnel et la stabilité. Toutefois, de nombreux défis persistent, notamment autour de la santé, de l'agriculture et de la jeunesse.

L'amitié entre la France et le Tchad est ancienne et fondée sur une vision commune de l'avenir. En janvier 2026, la rencontre entre Emmanuel Macron et Mahamat Déby, président tchadien a permis de rééquilibrer la relation bilatérale et de **l'orienter vers les enjeux économiques**. Dans cette perspective, le forum économique France – Tchad a eu lieu à Paris le 25 septembre prochain. Par ailleurs, la France est le **3ème bailleur bilatéral** du Tchad, derrière les Nations Unies et l'Union Européenne.

Différents leviers de coopérations entre la France et le Tchad sont à souligner :

- **Les diasporas**, qui témoignent des liens historiques forts entre nos deux pays et qui sont des acteurs clés dans la mise en place de projets de coopération.
- **Le renforcement de compétences des autorités locales**, notamment en termes de gestion des déchets et d'eau et d'assainissement.
- **Adaptation au changement climatique** : le Tchad est classé parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique tandis que les villes françaises ont su démontrer leur dynamisme et expertise sur l'adaptation au changement climatique.

Monsieur l'Ambassadeur, Éric Gérard, a remercié les précurseurs de cette dynamique de coopération, Poitiers - Grand Poitiers et Moundou, ainsi que Paris et N'Djaména. Cette réunion est une première rencontre, qui amènera à d'autres échanges afin de construire des partenariats durables. L'Ambassade remercie l'ensemble des participants et incite les collectivités françaises à solliciter le poste diplomatique dans le cadre de leur coopération décentralisée.

2. Le processus de décentralisation – Gaétan Pellan, Conseiller de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France au Tchad

Dès les années 60, le Tchad s'est lancé dans un processus de décentralisation qui n'a connu que peu de concrétisations. Il a été relancé en 2023 et des élections locales ont été organisées en 2025. Plusieurs dates clés sont à retenir afin de comprendre les dynamiques de décentralisations tchadiennes :

- **1993 :** Conférence nationale amenant à l'adoption de la Constitution de 1993 ainsi que l'instauration de quatre niveaux de collectivités (communauté rurale, commune, département, région) ;
- **2018 :** Forum national et retour à deux niveaux de collectivités ;
- **2022 :** Forum national confirmant le choix de deux niveaux de collectivités (communes et provinces) ;
- **2023 :** Adoption de la nouvelle Constitution et élections ;
- **2025 :** Séminaire national, soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), afin de définir la feuille de route de la décentralisation avec les acteurs et partenaires impliqués.

A l'heure actuelle, le processus de décentralisation avance et se matérialise notamment par le **transfert de compétences et la possibilité de signer des conventions avec des partenaires étrangers**. Toutefois, bien que l'architecture institutionnelle soit en place, des enjeux persistent, notamment concernant les transferts de moyens.

La coopération décentralisée est un levier pour les collectivités tchadiennes, non seulement en termes de financement, mais aussi en termes **d'assistance technique, de partage de compétences et de formation**. L'Ambassade a lancé **un recensement des besoins prioritaires des collectivités tchadiennes**, qui témoigne d'un intérêt partagé sur les enjeux de gestion des déchets, d'eau et d'assainissement ainsi que de renforcement des capacités des administrations locales. L'Ambassade est au service des collectivités afin d'accompagner les projets et de construire des partenariats solides et durables.

Contact à l'Ambassade : gaetan.pellan@diplomatie.gouv.fr / alix.bazaille@diplomatie.gouv.fr

3. Expériences d'accompagnement de la décentralisation au Tchad – Sylvaine Oudin, Responsable pays Tchad, Initiative Développement

Initiative Développement (ID) est une ONG française installée à Poitiers. Elle est présente au Tchad depuis une vingtaine d'années, dans le sillage de la coopération entre Poitiers et Moundou. Depuis 2012, ID **accompagne la commune de Moundou** à travers un cofinancement de l'Agence française de développement (AFD), de la Ville de Poitiers, de la DCTCIV et du programme villes durables. En 2022, cet accompagnement s'est élargi à 8 autres communes, et se focalise notamment sur le **développement de plans de développement communal** avec les élus locaux, afin de répondre aux défis de développement.

La décentralisation tchadienne a connu une **première phase pilote en 2012** puis de **nouvelles élections en 2024**. Ce processus entraîne une **disparité d'expériences et de compétences** entre les anciennes communes et celles nouvellement élues. On compte aujourd'hui **125 communes et 23 provinces** dotées d'un exécutif élu (contre une vingtaine de communes en 2012). De cette disparité, résulte différentes inégalités à prendre en compte :

- **Inégalités de moyens et de ressources,** selon le tissu économique de la commune ;
- Des équipes municipales **plus ou moins structurées ;**
- **Une proximité inégale avec les services déconcertés de l'Etat** – bien qu'on note sur le terrain une dynamique d'accompagnement des collectivités par les services de l'état.

Etat actuel de l'appropriation de la décentralisation :

- La décentralisation est **vue comme pertinente** et reconnue par les habitants ;
- Les **secrétaires généraux sont des points clés**, car ils sont très bien formés, actifs et ils impulsent les chantiers ;
- **Turnover d'élus** dû à des démissions, décès et/ou malversations financières. Pour autant, les 18 élus par commune permettent d'avoir un suivi malgré le turnover ;
- **Services techniques sous tension**, avec une certaine instabilité.

Les facteurs de réussites d'un projet de coopération avec une commune tchadienne :

- **Création d'un espace de dialogue avec tous les acteurs :**
  - Coordination avec les élus ET techniciens
  - Mobilisation de la société civile (associations de jeunes et de femmes, ONGs), des acteurs privés et des chefs de quartiers / autorités morales ;
- Poser **un cadre de collaboration** dès le début ;
- Mise en œuvre d'actions alignées avec les **priorités de la commune ;**
- **Expérimentation :** exemple du budget participatif et du dialogue jeunes – autorités à Moundou ;
- Intégrer des **actions de formation pour les élus et services de la mairie ;**
- Prévoir un **diagnostic partagé** pour avoir une compréhension commune des enjeux et avoir une vision 360° des acteurs du territoire ;

Contact de Sylvaine Oudin : s.oudin@id-ong.fr

4. Dispositifs de financement de la coopération décentralisée franco-tchadienne – Inès Moulinat, Chargée de mission, Délégation pour les Collectivités Territoriales et la Société Civile (DCTCIV)

Trois dispositifs de financement :

1) **Les Appels A Projet (AAP)**
   - Dépôt du dossier par les collectivités françaises, en concertation avec la collectivité partenaire ;
   - Co-financement jusqu'à 70% ;
   - Calendrier : dépôt des dossiers entre mars et mai ;
   - Les ONGs et associations peuvent être partenaires des collectivités, notamment dans l'assistance à la maîtrise d'ouvrage ;
   - Le critère de réciprocité est central ;
   - Appels à projet compatible avec une coopération décentralisée franco-tchadienne :
     - Agenda du Renouveau en Afrique : initié sur la base de l'agenda du Président français et donnant suite au sommet Africa Forward. Thématiques privilégiées : jeunesses, sport, développement local, formation de professionnels
     - AAP Généraliste
     - AAP Clé en main : à destination des associations de collectivités territoriales
   - Plus d'informations sur les AAP : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-en-action/contribuer-a-une-mondialisation-durable-et-equilibree/mener-des-actions-de-cooperation-decentralisee/appels-a-projets-2026

2) **Fonds de soutien aux jumelages**
   - Priorité aux collectivités de – de 10 000 habitants ;
   - Ce Fonds a pour vocation de financer la mobilité internationale de jeunes et les échanges intergénérationnels ;
   - Montant maximum alloué : 5000€ ;
   - Calendrier : prochaine phase de candidatures du 30 septembre 2026 au 31 janvier 2027 ;

- Plus d'informations : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-en-action/contribuer-a-une-mondialisation-durable-et-equilibree/mener-des-actions-de-cooperation-decentralisee/fonds-de-soutien-aux-jumelages

3) Programme EXPE-CT

- Ce programme finance les missions et/ou invitations d'élus étrangers en France ;
- A destination de 3 personnes maximum (2 agents territoriaux et 1 élu) ;
- Mission exploratoire pour initier des projets ;
- Plus d'informations : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-en-action/contribuer-a-une-mondialisation-durable-et-equilibree/mener-des-actions-de-cooperation-decentralisee/programme-expe-ct

Référent Tchad à la DCTCIV : Marc-Alexander Schreiweis – marc-alexander.schreiweis@diplomatie.gouv.fr

5. Témoignage de collectivité : Poitiers - Grand Poitiers et Moundou – Mohamed Diaby, Adjoint au Maire de Poitiers / Romain Mignot, Vice-Président de la Communauté urbaine de Grand Poitiers

Mohamed Diaby, adjoint au maire de Poitiers, délégué à la jeunesse, la vie étudiante et la coopération européenne et internationale a souligné plusieurs points de réussite de la coopération avec Moundou :

- Une **coopération construite sur le temps long** (depuis 1989), permettant la construction d'une relation de confiance entre les deux territoires ;
- Un **cadre clair de collaboration**, construit autour d'un accord de coopération, qui a récemment été élargi à la Communauté urbaine de Grand Poitiers ;
- L'intégration et **l'engagement des acteurs locaux aux projets** : associations, établissements d'enseignement, professionnels de santé, acteurs culturels, chercheurs, étudiants et citoyens ;
- La **présence d'un relais sur place**, à travers un Volontaire de Solidarité International (VSI), facilitant la fluidité du partenariat, l'accès à l'information, l'accompagnement des acteurs locaux et le suivi des projets ;
- S'appuyer sur des **espaces de concertation**, tel que le groupe pays Tchad, animé en partenariat avec le RRMA So Coopération, afin de favoriser les échanges directs entre acteurs et créer un espace participatif permettant d'identifier les perspectives, attentes mutuelles et synergies possibles ;
- Inscrire sa coopération dans une **logique de réciprocité**, permettant d'enrichir les deux territoires, sensibiliser les habitants aux enjeux mondiaux et renforcer le vivre-ensemble.

Plusieurs points de vigilance sont également à relever :

- **Mise en œuvre et pérennité des projets :** importance de prioriser les thématiques de coopération et contribuer au renforcement des capacités des pouvoirs publics afin de garantir leur participation au projet ;
- **Sécurité (zone orange) :** se mettre en lien avec l'Ambassade de France et potentiellement prévoir une escorte militaire selon la région, le contexte et le type de délégation.

La coopération entre Poitiers et Moundou a récemment été élargie à Grand Poitiers, permettant le déploiement de nouveaux axes de coopération, en adéquation, avec les compétences de la collectivité. Romain Mignot, vice-Président délégué à l'intérêt communautaire, la contractualisation, partenaires institutionnels et la coopération internationale de Grand Poitiers montre la complémentarité de ces coopérations :

- **Elargissement de la coopération** aux thématiques de l'eau et de l'assainissement ainsi que de la gestion des déchets, permettant de mobiliser d'autres financements comme le budget 1%. Ces nouveaux axes, mis en œuvre par des structures partenaires telles qu'Initiative développement et l'association Poitiers-Moundou, ont permis la mise en place d'actions concrètes sur les territoires, à l'instar de l'installation d'incinérateurs pour les déchets biomédicaux ou le soutien à la professionnalisation des acteurs de l'eau ;

- L'ouverture de la coopération à **d'autres collectivités tchadiennes**, à travers Initiative Développement ;
- L'extension de l'accord apporte davantage de **cohérence et de visibilité** aux actions engagées, en articulant les interventions des différents partenaires autour d'une feuille de route commune ;
- Au-delà de la coopération avec Moundou, Romain Mignot a également rappelé l'importance de la **mise en réseau des acteurs** et invite les collectivités désireuses de travailler avec le Tchad de se rapprocher de cette dynamique impulsée par Cités Unies France, afin de **structurer la coopération décentralisée franco-tchadienne et de mettre en place une dynamique coordonnée**. Cela a d'ailleurs amené Poitiers / Grand Poitiers à se rapprocher de la Ville de Paris afin d'échanger autour de leur coopération et d'envisager des axes de rapprochements ;

Enfin, Romain Mignot a rappelé quelques points d'attention :

- Renforcer les liens directs avec la collectivité partenaire, afin de renforcer le maillage d'acteurs du territoire ;
- Accompagnement via des actions de formation et de suivi-évaluation, afin de renforcer la durabilité du projet.

Contacts à Poitiers : Dorothée Scarwell - dorothee.scarwell@grandpoitiers.fr ; Léopold Mollard - leopold.mollard@grandpoitiers.fr

6. Témoignage de collectivités : Paris – N'Djaména – Marion Thibault, Chargée de mission projets urbains, mobilités, logement, AAP Solidev, Ville de Paris

Les principes de la coopération décentralisée à la Ville de Paris :

- Partenariat faisant suite à un **échange politique** entre élus ;
- Projet sur mesure, **répondant à des besoins locaux** dans de nombreux domaines : urbanisme, espaces verts, gestion des crises, culture ;
- Mobilisation de **l'expertise du territoire** parisien via le mécénat de compétences ;
- Mobilisation de **ressources financières** : budget de la DGRI, budget 1%, FICOL de l'AFD, AAP de la DCTCIV, Fonds européens.

En 2026, une dizaine de coopérations actives, situées en majorité en Afrique.

La coopération entre Paris et N'Djaména s'est construite en différentes étapes :

- Contexte de **décentralisation au Tchad**, et une **dynamique impulsée par le Maire de N'Djaména**, M. Sénoussi Hassana Abdoulaye ;
- Signature d'un pacte d'amitié et de coopération en juin 2025, complété par un plan d'action conjoint ;
- La **nécessité de prioriser** : différents domaines de coopération ont été formulées par N'Djaména : prévention des inondations, planification urbaine, espaces verts, police municipale, SIG, culture etc. Il a été décidé de prioriser la coopération sur la résilience urbaine et la gestion du risque d'inondation, car ces sujets imbriquent plusieurs problématiques urbaines, constituent un enjeu prioritaire pour la municipalité, répondent à une attente forte de la part des habitants en même temps qu'ils s'inscrivent dans une dynamique de projets déjà existants.

Le projet RIDA, Résilience aux Inondations, Données et Assainissement :

- **5 axes principaux :**
- Renforcement de la gouvernance de crise ;
- Structuration et montée en compétences opérationnelles des acteurs de terrain ;
- Appropriation locale des études et de l'ingénierie hydrométéorologique ;
- Développement d'un système d'information géographique ;
- Gestion des déchets et assainissement.
- Les **ressources mobilisées :**
- 530 825€ sur la période 2026 – 2029 ;
- Mobilisation de l'expertise des directions parisiennes ;
- Déploiement prévu d'un VSI pour la coordination locale.

Premiers enseignements et perspectives

- Partir des priorités exprimées par la collectivité partenaire ;
- Rechercher la complémentarité avec les bailleurs et acteurs déjà présents ;
- Mobiliser l'expertise des services municipaux pour accompagner le renforcement des capacités ;
- Prévoir une présence local forte (VSI, relais local, équipe projet).

Contact à la Ville de Paris : Marion Thibault - marion.thibault@paris.fr

Listes des participants

Contact à Cités Unies France : Enora Kergutuil, Chargée de mission Afrique de l'Ouest, Algérie, Tunisie & Référente Genre – e.kergutuil@cites-unies-france.org

Collectivité / structure	**Prénom / nom**	**Fonction**
Association panafricaine	Félix Bokassia	Elu municipal honoraire
Sainte-Rose	Henri Yacou	Premier adjoint coopération
Fort de France	Cathy Michalon	Conseillère municipale déléguée à la coopération
Mamoudzou	Fatou Chauveau	Directrice générale adjointe Action internationale
Saint-Germain-en-Laye	Valérie Brelurus	Conseillère municipale déléguée femme-hommes
Conseil départemental Seine-Saint-Denis	Amaria Yahia-Berrouiguet	Assistante de direction
Lyon	Isaure Lingre	Responsable des relations internationales
La Courneuve	Maeva Adin	Responsable de l'unité relations internationales et interculturalité
Poitiers - Grand Poitiers	Léopold Mollard	Chargé de mission
Poitiers - Grand Poitiers	Dorothée Scarwell	Responsable relations internationales
Ivry-sur-Seine	Sébastien Scarpinato	Adjoint au maire
Nantes Métropole	Elhadi Azzi	Adjoint au maire
Conseil Régional de la Réunion	Gilles Theodora	Directeur
Ballan-Miré	Patrick Goujon	Adjoint au maire
Mamoudzou	Nadia Mguereza	Assistante de la coopération décentralisée et des relations internationales
Paris	Marion Thibault	Chargée de mission
CCFIDL	Allaramadji Djeringa	Directeur
Sénat (Tchad)	Djimtibaye Lapia Neldjita	Sénateur
Laval	Pierre-Henri Péan	Conseiller municipal délégué à la vie associative et aux relations internationales
DCTCIV	Inès Moulinat	Chargée de mission
DCTCIV	Marc-Alexander Schreiweis	Chargé de mission
Ambassade de France au Tchad	Gaétan Pellan	Conseiller de coopération et d'action culturelle
Ambassade de France au Tchad	Alix Bazaille	Attaché de coopération
Chartres	Cyriaque Didio	Directeur de cabinet adjoint
Croix Rouge	Samar Safar	Chargée de partenariats institutionnels
Sevran	Moussa Konate	Conseiller municipal délégué à la cohésion sociale et la coopération internationale décentralisée
Toulouse	Gnadang Ousmane	Conseillère municipale déléguée aux Cultures urbaines et à Toulouse Diversités –

		Ville de Toulouse | Autrice franco-tchadienne
Ambassade de France au Tchad	Valérie David	Attaché de coopération éducative
Gennevilliers	Victor Arnaud	Chargée de mission relations internationales
AMEKI Association pour l'Amelioration de l'Alimentation de la Mere et de l'Enfant	Théodore Mulumeoderhwa Lushombo	Directeur exécutif
Sénat (français)	Xavier Dupriez	Responsable de la coopération interparlementaire
KODE TI KWA (stratégie de Travail)	Blaise Hubert ZAKA	Coordonnateur Nation
Congo - Secrétariat général à la coopération internationale du Ministère des affaires étrangères Coopération Internationale Francophonie et Diaspora Congolaise/ Direction de la coopération Décentralisée/ République démocratique du Congo.	BIENVENU TATSIMA UKELO	Chef de Division chargé d'appui aux entités territoriales décentralisées et institutions publiques et privées
SEVES ONG	Senia	Directeur général
Mara Education Africa	Mariette Amouya	Directrice
SEVES ONG	Marie Laurent	Responsable Tchad - Cameroun
FERDI	Audrey-Anne DE UBEDA	Responsable de la coordination des programmes de recherche
Commune de la Ville de N'Djamena	Seid mahamat Seid	Conseiller du Maire de la Ville de N'Djamena
France Volontaires	Mamadou Ndour CAMARA	Représentant régional Afrique Centrale et de l'Est
METRON TERRA	Nicolas Hussher	CEO
Ville de N'Djamena	Senoussi Hassana Abdoulaye	Maire
Ville de N'Djamena	Yaya Djouda Mahamat	Directeur de la coopération des études et de la planification
Préfecture des Pays de Loire	Mathis Timouk	Stagiaire de la conseillère diplomatique du préfet de la région Pays-de-Loire
Expertise France Tchad	Djamal Ali Ousmane	Coordonnateur de l'Assistance Conseil du projet Gati
Initiative Développement	Sylvaine Oudin	Directrice pays Tchad
Ambassade de France au Tchad	Florentin Bruandet	Attaché de coopération
CERADUR	LAVOISIER, BETOUDJI BELEMBAYE	Consultant des communes, directeur générale
ASDEL	DJIBET ISIDORE	Coordonnateur National
Commune de Sarh (Tchad)	NADJILEM ADOLPHE	Chargé de communication
Commune de Guelendeng (Tchad)	AHMAT SIAMA	Maire
Commune de Massaguet (Tchad)	Tahir Mahamat Abdelaziz	Maire

Asso L'appel	Anne Durance	Responsable du projet Nutricartes
Consul du Tchad à Marseille	Gérard Moya	Consul Honoraire
CEDIRAA	Aurélie Roiné	Directrice
Commune de Sarh (Tchad)	ELIEL DJIMASBE	Secrétaire générale
Commune de Sarh (Tchad)	MAHAMAT BOKA RAMADANE	Maire
Ville de Paris	Marion Thibault	Chargée de mission
ADNS+	Kary MODOBE	Directeur exécutif
Entraide Santé 92	Emmanuel Mortier	Médecin
Polaris-Asso	Jean Bruno	Directeur général
Entraide Santé 92	Anne-Marie Simonpoli	Médecin, trésorière adjointe
Mairie de Faya (Tchad)	Algoto Lass-Damane	Secrétaire Général de la Mairie de Faya
Province du Mayo Kebbi Ouest (Tchad)	Keumaye Ignégongba	Président du Conseil Provincial
Commune de Guelendeg (Tchad)	AHMAT SIAMA	Maire
Province de Wadi-Fira (Tchad)	Mahamat Macki Adam	President du Conseil Provincial de la Province de Wadi-Fira
Expertise France Tchad	Habib Wone	Représentant pays Expertise France et Chef du Projet GATI
Consul Honoraire Abéché	Mahamat Ahmat Hassaballah	Consul honoraire
Commune d'Abéché (Tchad)	Moustapha Dinar IBRAHIM	Vice-président du cadre de concertation communal d'Abéché
ONG L'Appel	Florence Landra	Bénévole
Grand Poitiers	Joel Ewolo	Chargé d'animation partenariale Moundou-Poitiers
France Volontaires	Sandrine Naguertigua	Représentante nationale Tchad
Amitié Suisse Tchadienne	Julian Süsstrunk	Président
Asso l'Appel	Marcelle Brown Scheidig	Volontaire
Amitié Suisse Tchadienne	Alex Suesstrunk	Founder project
Asso l'appel	Benoit Mollaret	Administrateur